



Coalition internationale
des villes inclusives et
durables – ICCAR



COMUNE DI BOLOGNA

European
Coalition
of Cities



against Racism

Coalition européenne des villes contre le racisme (ECCAR)

Perspectives régionales

Septembre 2016

L'ECCAR

La Coalition européenne des villes contre le racisme (ECCAR) est un réseau de villes d'Europe désireuses de partager leur expérience et leur expertise en vue d'améliorer leurs politiques de lutte contre le racisme, la discrimination et la xénophobie. Cette initiative lancée par l'UNESCO en 2004 et adoptée la même année à Nuremberg vise à faire des municipalités des acteurs clés œuvrant pour que chacun, quelle que soit son origine nationale, ethnique, culturelle, religieuse ou sociale, puisse vivre sous le signe de la dignité, de la sécurité et de la justice. Les administrations locales sont, à cet égard, à l'interface du droit international et de la législation nationale pour ce qui concerne les droits de l'homme, la protection contre la discrimination et la vie quotidienne de ceux qui sont en dernière analyse les bénéficiaires de ces dispositions – les citoyens eux-mêmes –, et elles garantissent la bonne application de ces instruments internationaux et nationaux pour répondre aux problèmes concrets. À ce jour, 129 villes de 24 pays européens ont rejoint la Coalition.

La mission de la Coalition est énoncée dans un Plan d'action en dix points qui définit les priorités et formule des orientations à l'adresse des villes membres du réseau. Ces dix points sont les suivants :

- Pour un renforcement de la vigilance contre le racisme
- Évaluer le racisme et la discrimination et observer les politiques municipales
- Pour un meilleur soutien aux victimes du racisme et de la discrimination
- Pour une meilleure information et participation des habitants
- La ville comme promoteur actif de pratiques équitables
- La ville comme promoteur du programme d'équité en matière d'emploi et de services
- Pour l'accès équitable au logement
- Œuvrer contre le racisme et la discrimination par l'éducation
- Promouvoir la diversité culturelle
- Traiter les crimes de haine et gérer les conflits.

Action et sensibilisation à l'échelle mondiale

Ces dernières années, l'ECCAR s'est attachée à accroître ses efforts de collaboration, de mise en réseau et de sensibilisation aux niveaux régional et mondial, en vue notamment d'améliorer la coopération avec les autres coalitions régionales et nationales de villes contre le racisme et à participer à de grands événements transnationaux et mondiaux pour faire prendre conscience de l'importance de promouvoir l'inclusion et de combattre toutes les formes de discrimination dans les programmes de développement internationaux.

Les villes qui sont membres de la Coalition sont à même d'amplifier l'impact de leurs actions et de donner plus d'écho à leur message de solidarité planétaire. L'an dernier, le Président de la Coalition européenne, Benedetto Zacchiroli, a assisté à la Conférence générale de la Coalition des villes en Amérique latine et aux Caraïbes contre le racisme, la discrimination et la xénophobie, jetant les bases d'un partenariat solide et durable pour une action à l'échelle du globe. La signature d'un accord de coopération entre le Maire de Montevideo, Daniel Martinez, et la Coalition européenne, conduite par Bologne (Italie), représente une avancée majeure dans le renforcement de la Coalition internationale en tant que plate-forme d'une telle action.

Forte de cette dynamique vers une action renforcée au niveau mondial, dans le cadre de la Coalition, la ville de Bologne, chef de file de l'ECCAR, a accueilli en avril 2016 la première réunion du Comité directeur de la Coalition internationale qui, pour la première fois depuis le lancement de la plate-forme par l'UNESCO en 2004, a rassemblé les villes chefs de file de l'ensemble des sept coalitions régionales et nationales.

Un autre symbole de l'engagement de la Coalition européenne comme fer de lance d'une coopération interrégionale et mondiale a été sa participation en 2015 et 2016 à un certain nombre de grands événements internationaux, dont le 7e Sommet Africités (Johannesburg, Afrique du Sud, décembre 2015), lors duquel son Président a pris part à une table ronde de l'ICCAR, et la Conférence internationale sur la cohésion sociale et les villes accueillantes organisée dans le cadre de l'ICCAR à Bangkok (Thaïlande) en juin 2016. La Vice-Présidente de l'ECCAR, Mme Lucienne Redercher, adjointe au Maire de Nancy (France), a participé à une table ronde organisée par l'UNESCO à Paris en décembre 2015 sur le thème « *Changer de discours : pour une image positive de l'immigration* ».

Dans le cadre du processus Habitat III, les enjeux et priorités de l'ECCAR ont été présentés également à la réunion régionale d'Habitat III pour l'Europe qui s'est tenue à Prague (République tchèque) en mars 2016, ce qui a contribué à une plus ample mobilisation de la Coalition internationale en tant que plate-forme de sensibilisation à l'élaboration d'un *Nouvel Agenda Urbain*.

Développement urbain et démographique en Europe

L'urbanisation est en Europe un phénomène apparu avant la Seconde Guerre mondiale qui, dans les années 1950, avait déjà conduit plus de 50 % des habitants à s'établir en milieu urbain. À l'heure actuelle, 73 % des Européens vivent dans les villes¹ et cette population urbaine continuera de s'accroître peu à peu au cours des prochaines décennies. Au sein de l'Union européenne, les villes ont été la clé du développement économique, produisant 85 % du PIB et consommant 80 % des ressources économiques².

Le continent n'est pas confronté à la croissance urbaine galopante que connaissent aujourd'hui de nombreux pays d'Afrique et d'Asie. Tout comme l'Amérique du Nord et l'Océanie, l'Europe fait face à un changement démographique différent qui a des conséquences directes sur les communautés urbaines : une chute brutale de la fécondité et des naissances (avec, depuis peu, un léger redressement en Europe de l'Ouest, en particulier dans les pays du Nord, contrebalancé par une baisse continue en Europe de l'Est et dans la région des Balkans) qui va se traduire par un vieillissement rapide de la population et, à moyen terme, par une possible baisse générale de la démographie. Ce phénomène est allé de pair avec des flux migratoires qui ont profondément modifié la composition des sociétés et des villes européennes.

Outre ces défis nouveaux résultant des changements démographiques, ainsi que de crises économiques persistantes et d'un déclin de la dépense publique, les villes d'Europe demeurent confrontées à des problèmes plus anciens qui font obstacle à l'inclusion et à l'égalité.

Pourquoi des villes inclusives ?

La lutte contre la discrimination et l'exclusion sociale est, fondamentalement, un effort pour promouvoir le plein exercice des droits de l'homme. C'est aux municipalités qu'il incombe d'agir, car elles représentent le niveau de gouvernement le plus proche des citoyens, et c'est elles qui sont appelées à traduire les lois dans des politiques et des pratiques ayant un impact réel sur la vie des individus³.

Les économistes s'accordent pour dire que des villes favorisant la diversité et l'inclusion sont plus novatrices et donc mieux à même de saisir les nouvelles opportunités économiques, sociales et culturelles, d'offrir aux citoyens un meilleur niveau de vie et de produire plus de richesse. L'inclusion est aussi un moyen essentiel de prévenir les conflits sociaux et d'assurer un environnement urbain pacifique, où chaque individu et chaque communauté peut réaliser pleinement son potentiel. L'inclusion, la lutte contre la discrimination et l'égalité sont donc pour les communautés les fondements mêmes de la prospérité et de la paix.

L'initiative « Boîte à outils pour l'égalité » menée par le Centre Européen d'Etude et de Recherche pour les Droits Humains et la Démocratie - ETC Graz - en collaboration avec ECCAR, est un exemple concret de cet

1 Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, 2015

2 Commission européenne : http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/policy/themes/urban-development/.

3 Appel de Barcelone, Forum international de la mobilité, des migrations et du développement urbain, 2014.

esprit dans l'action. La boîte à outils vise à soutenir les villes dans la mise en œuvre de politiques contrecarrant avec succès le racisme et les discriminations raciales. Il propose six modèles de politiques élaborés à partir de l'expertise et de l'expérience partagée par des responsables municipaux de villes européennes. Il fournit des instructions étape par étape, fondées sur l'expérience, pour la mise en œuvre des politiques concrètes, de la conceptualisation à la mesure de l'impact, en suivant la structure du Plan d'action en 10 points d'ECCAR. La boîte à outils sera élargi et enrichi grâce à un projet financé par l'UE, dirigé par ETC Graz en collaboration avec ECCAR.

De nouveaux défis pour les villes européennes

Contrairement à la dynamique observée en Afrique et en Asie, l'urbanisation sera demain en Europe un processus lent et régulier qui ne créera pas de difficultés structurelles ni de menaces pour la durabilité. Les défis auxquels les villes européennes devront faire face ont trait à l'intégration, à l'inclusion et à l'accès à l'égalité d'une population de plus en plus diverse, et aux stratégies nécessaires pour aider une population vieillissante.

L'inclusion des migrants et des communautés minoritaires

Les zones urbaines, en particulier en Europe de l'Ouest, sont aujourd'hui peuplées pour la plupart par des sociétés multiculturelles et pluriethniques, du fait des processus migratoires passés et récents. La distribution des migrants en Europe (aux niveaux national et urbain) est inégale : des situations de précarité économique et la dynamique de l'exclusion (ainsi que la tendance à préférer le regroupement communautaire à l'intégration dans l'ensemble de la population, en particulier aux premiers stades de l'immigration) poussent les migrants à s'établir dans les régions les plus développées sur le plan économique, et plus particulièrement dans les banlieues de taille plus modeste des grandes villes, ou dans certains quartiers périphériques. Ces habitats sont généralement déshérités, où les services sont rares et les loyers modestes et qui tendent à se transformer en ghettos. Les inégalités croissantes en matière de revenus, le chômage de longue durée et l'exclusion sociale sont de sérieux défis pour les villes de toute l'Europe, car c'est souvent dans les villes que ces phénomènes se concentrent, et peuvent facilement provoquer des conflits sociaux. Le risque, dans les villes européennes, est que l'exclusion sociale finisse par être déterminée par l'origine ethnique. La ségrégation des migrants et des communautés minoritaires dans des quartiers défavorisés peut favoriser la constitution de ghettos transformant l'appartenance ethnique en un facteur d'exclusion sociale et de pauvreté. Une telle dynamique peut à son tour susciter des attitudes conflictuelles, dans les groupes d'immigrés et les minorités comme dans la communauté majoritaire, aggravant alors l'exclusion et la ségrégation selon un cercle vicieux. Empêcher que l'appartenance à une communauté de migrants ou à une minorité ethnique ou sociale nationale déshéritée soit synonyme de pauvreté et d'exclusion sociale est pour l'Europe un défi croissant.

Les villes européennes peuvent relever ce défi en investissant dans un développement urbain inclusif, par des stratégies visant notamment à :

- assurer des services de suivi sur le territoire urbain, avec un souci d'exhaustivité et d'accessibilité ;
- prévenir la concentration des migrants et des communautés minoritaires dans des zones particulières, en particulier les banlieues marginalisées, en répartissant les logements sociaux et les centres d'accueil sur tout le territoire de la municipalité ;
- proposer des transports publics efficaces et financièrement abordables ;
- accroître la sûreté et la sécurité dans la ville par la présence visible d'agents municipaux dans tous les quartiers ;
- offrir des logements abordables et décents.

Il importe aussi de veiller à favoriser l'accès à l'enseignement secondaire et supérieur, y compris l'éducation des adultes et la formation professionnelle, car le marché du travail européen va avoir besoin d'un nombre croissant d'employés qualifiés⁴ tandis que les emplois non qualifiés continueront de diminuer, en particulier dans les zones urbaines, de sorte que les travailleurs sans qualifications seront moins demandés. De plus, l'écart va se creuser en ce qui concerne le salaire et la stabilité entre les emplois qualifiés et les emplois non qualifiés, exposant davantage les travailleurs sans qualifications à la pauvreté et à l'exclusion sociale, même avec un emploi. Promouvoir l'accès à une éducation et une formation appropriées des nouveaux arrivants

4 OCDE, 2015.

et autres groupes urbains dont les chances d'obtenir un emploi stable et bien rémunéré sont limitées peut donc contribuer grandement à la création d'un environnement urbain inclusif.

La volonté des villes européennes d'offrir des services inclusifs et non discriminatoires les engage à continuer de lutter contre les pratiques discriminatoires des employeurs et prestataires privés. Elles doivent s'attacher en particulier à prévenir et combattre le harcèlement et les discours et crimes haineux fondés sur la discrimination. À cette fin, elles peuvent par exemple apporter soutiens et conseils aux victimes de la discrimination, financer des campagnes de sensibilisation et d'information, soutenir les initiatives de renforcement des communautés et offrir des services de médiation en cas de conflits.

La situation humanitaire actuelle des réfugiés a mis en évidence l'importance des villes, destination première des réfugiés et autres migrants, en tant que foyers de problèmes et de tensions, mais aussi et par-dessus tout comme acteurs essentiels d'un changement transformateur, idéalement placés pour apporter des réponses aux enjeux les plus pressants d'aujourd'hui. Cela signifie que, maintenant plus que jamais, les villes doivent travailler ensemble – à l'intérieur des frontières nationales et régionales et au-delà. Tel a été le thème principal de la Conférence générale de la Coalition européenne qui s'est tenue en 2015 à Karlsruhe (Allemagne) et a abouti à la signature de la *Déclaration de Karlsruhe*⁵ dans laquelle les villes se sont engagées à créer une culture de l'accueil qui refuse le racisme et à accueillir le mieux possible les réfugiés en protégeant leurs droits humains, leurs libertés fondamentales et leur sécurité.

La question fondamentale de l'inclusion des migrants et des réfugiés a été également au cœur du projet « Villes accueillantes pour les réfugiés : promouvoir l'inclusion et protéger les droits », une initiative menée en collaboration par l'UNESCO, la Fondation créée par M.V. Vardinoyannis, ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO et l'ECCAR. Cette dernière a mobilisé ses membres tout au long de la phase de recherche d'un projet visant à identifier les expériences et les stratégies des municipalités en matière d'accueil des migrants en vue d'une publication à venir, ainsi que lors des travaux d'un panel de haut niveau qui s'est réuni à l'UNESCO à l'occasion du lancement de l'initiative en mai 2016. Une réunion de haut niveau à laquelle participeront des maires, des experts et des responsables municipaux en novembre 2016 à Athènes viendra couronner ce projet.

Des villes inclusives pour tous : les personnes âgées

Une ville inclusive doit l'être pour tous les membres de la collectivité, et s'adapter à la composition sans cesse changeante de sa population. Le vieillissement démographique dans nombre de pays d'Europe représente pour les villes de nouveaux défis et des chances inédites. L'âge du départ à la retraite étant reculé dans toute l'Europe, ses habitants doivent travailler pendant une part plus longue de leur vie. Ces changements dans la structure démographique et les plans de retraite s'accompagnent d'une évolution de la dynamique du marché du travail, où la précarité est plus répandue et où la discrimination se généralise à l'égard des personnes âgées : aujourd'hui que les contrats sont le plus souvent à court ou moyen terme, les employeurs ont tendance à préférer les travailleurs jeunes⁶. Un nombre croissant de travailleurs plus âgés ont des difficultés à trouver un emploi, bien que n'ayant pas encore atteint l'âge de la retraite. Dans le même temps, la crise économique persistante et les coupes opérées dans les programmes de protection sociale se traduisent, dans beaucoup de pays d'Europe, par une diminution des pensions ou une augmentation insuffisante pour suivre l'inflation, et donc par une baisse du pouvoir d'achat des citoyens âgés.

Ces défis économiques nouveaux liés au vieillissement démographique croissant de toute l'Europe, ainsi qu'au déclin des structures traditionnelles de soutien et de la solidarité intergénérationnelle au sein de la famille, ont contribué à aggraver les tendances à l'exclusion sociale des tranches les plus âgées des populations urbaines. Les villes peuvent combattre la discrimination et l'exclusion qui frappent les personnes âgées en encourageant les formations professionnelles visant spécifiquement à améliorer leur employabilité, en lançant des campagnes de sensibilisation auprès des employeurs, et en créant et proposant des services et des logements abordables.

Les défis persistants dans les villes d'Europe

⁵ <http://www.eccar.info/news/eccar-final-declaration-adopted>

⁶ OIT, 2008

L'antisémitisme

Bien que les données en la matière soient rares et difficilement comparables, on s'accorde pour penser que l'Europe connaît une montée de l'antisémitisme (et des incidents qui lui sont liés)⁷. Outre cet accroissement des incidents antisémites, l'année 2015 a marqué un pic dans le nombre d'Européens d'origine juive émigrant en Israël en raison d'un sentiment d'insécurité.

L'antisémitisme a en Europe une longue histoire et des racines profondes, et la discrimination à l'encontre des Juifs diffère de celle qui touche les migrants ou d'autres communautés minoritaires, dans laquelle le racisme est aussi un effet et l'une des causes de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Les villes peuvent assurer la sécurité et la dignité aux communautés juives en soutenant des campagnes de sensibilisation sur l'histoire de ces communautés en Europe et en favorisant le dialogue interculturel et interreligieux.

Promouvoir l'inclusion des personnes handicapées

Le mot « handicap » désigne tout un ensemble de situations personnelles qui peuvent différer radicalement les unes des autres. Malgré d'importants progrès dans la lutte contre les attitudes et les lois discriminatoires, les personnes souffrant d'un handicap se heurtent encore à des obstacles physiques et culturels importants sur le marché du travail, et le risque de chômage est en Europe deux à trois fois plus élevé pour elles⁸. Les coupes dans les dépenses sociales ont compromis encore un peu plus les programmes visant à promouvoir la pleine accessibilité pour les personnes handicapées.

Les villes peuvent devenir plus inclusives pour les handicapés en éliminant toutes les barrières physiques à l'accès et à la mobilité, en rendant les transports publics accessibles et en équipant les feux de circulation et les bâtiments publics de dispositifs d'aide aux personnes visuellement handicapées. Les municipalités peuvent aussi proposer des programmes de formation professionnelle et d'aide à l'emploi adaptés. Un soutien et des conseils doivent également être proposés aux victimes d'incidents discriminatoires.

Promouvoir l'inclusion des personnes LGBT

La situation des personnes gays, lesbiennes, bisexuelles et transgenres (LGBT) varie considérablement selon les pays en Europe. Si certains aspects de la discrimination qui frappe les personnes LGBT sont identiques à ceux dont sont victimes les minorités ethniques ou les handicapés et doivent être pareillement combattus, d'autres sont spécifiques et appellent des réponses ciblées de la part des autorités locales. Pour offrir aux LGBT un environnement plus inclusif, les villes devraient assurer la sécurité de toutes les communautés et les protéger de la discrimination, notamment par des campagnes de sensibilisation et des mesures de sécurité appropriées. Les municipalités peuvent favoriser la participation de groupes particuliers en les associant comme d'autres communautés et populations à tous les processus consultatifs pertinents.

L'ECCAR et les défis d'aujourd'hui pour les villes européennes

En tant qu'acteurs majeurs au sein de sociétés de plus en plus placées sous le signe de la diversité, les villes d'Europe ont un rôle essentiel à jouer pour que tous les citoyens jouissent d'un environnement urbain sûr, inclusif et respectueux, exempt de toute forme de discrimination, où tous puissent réaliser pleinement leur potentiel. Dans cet esprit, le Plan d'action en 10 points de l'ECCAR offre aux municipalités un cadre structuré pour des politiques et des actions aussi inclusives que possible. La participation à la Coalition peut leur faire mieux prendre conscience de la nécessité de promouvoir l'inclusion et de combattre toutes les formes de discrimination, de sensibiliser les esprits à l'importance fondamentale de ces enjeux pour un développement urbain durable, équitable et pacifique, tout en les faisant bénéficier de données d'expérience, de bonnes pratiques et d'outils concrets pour bâtir des villes inclusives.

L'ECCAR est à la fois une plate-forme aidant les autorités locales à renforcer leur capacité de prévenir et combattre la discrimination, et un acteur de premier plan intervenant aux niveaux régional et international à travers des actions et des campagnes de sensibilisation menées en collaboration en vue de promouvoir la solidarité à l'échelle mondiale dans le cadre de la Coalition internationale des villes inclusives et durables (ICCAR). Mobilisant ses membres aux niveaux local, régional et mondial, l'ECCAR est pleinement engagée dans le soutien à des actions propres à faciliter la mise en œuvre du *Nouvel Agenda Urbain*.

7 Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, Antisemitism overview of data available in the European Union 2004-2014, 2015.

8 Forum européen des personnes handicapées, 2016.